



ACTIONS BIRMANIE

OPINION - Le 4 novembre 2010 -

QU'ATTENDRE DES « ELECTIONS » EN BIRMANIE ?

Les Birmans sont appelés à participer ce 7 novembre à la nouvelle comédie mise en scène par une clique des généraux accusés de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Cette initiative burlesque constitue la dernière étape de la « feuille de route vers la démocratie » imaginée par le généralissime Than Shwe, ce sombre despote qui règne sans partage sur un pays soumis à l'une des dictatures les plus brutales de la planète.

Si la plupart des observateurs s'accordent sur le fait que ces « élections » ne seront ni libres, ni équitables, certains diplomates semblent vouloir y déceler malgré tout un possible signe d'ouverture de la part d'un régime mis au banc de la communauté internationale. C'est le cas notamment de notre Ministre de Affaires Etrangères qui répondait récemment à une interpellation parlementaire au sujet du renforcement des sanctions européennes à l'encontre de la Birmanie en indiquant qu'il faudra attendre l'issue de ce scrutin avant d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Les dernières élections organisées il y a 20 ans s'étaient traduites par une victoire écrasante d'Aung San Suu Kyi et de son parti aujourd'hui banni, la Ligue Nationale pour la Démocratie. Cette victoire avait été brutalement confisquée par les militaires qui ont tout mis en œuvre aujourd'hui pour éviter la reproduction d'un tel scénario. Les quelques opposants qui ont fait le choix, par dépit, de participer à la farce électorale verrouillée par le régime, ne seront que les figurants d'une mauvaise pièce dont les meilleurs acteurs ont été exclus.

Il est vrai, comme l'a souligné Monsieur SP Pinheiro, rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar (Birmanie), que « *si vous croyez aux lutins, aux Elfes et aux Trolls, vous pouvez croire qu'il a un processus de démocratisation en cours en Birmanie.* » Comment accorder autrement le moindre crédit à des « élections » dont sont exclus Aung San Suu Kyi, la Prix Nobel de la Paix en détention depuis plus de quinze ans dans son propre pays, les membres de son parti ainsi que les milliers de prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles du régime ? Qu'attendre de la mise en application de la Constitution de 2008, rédigée unilatéralement par les militaires et imposée de force, dont les articles bafouent les principes démocratiques les plus élémentaires en vue de pérenniser le contrôle absolu de l'armée sur les institutions du pays ? Qu'attendre de ces militaires qui violent, torturent, assassinent et perpétueront demain leurs méfaits sous des habits civils ? Quel crédit accorder aux machinations d'un régime autiste et criminel ?

Une amélioration de la situation en Birmanie ne pourra résulter que de l'ouverture d'un dialogue réel avec l'opposition démocratique et les minorités ethniques. Voilà ce que devrait exiger notre Ministre, plutôt que d'attendre les résultats d'un hold-up électoral dont l'issue ne fait aucun doute. Aung San Suu Kyi ne nous a-t-elle pas formulé cette demande : « Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre ? ». Dignement, saisissons cette chance/

Pour Actions Birmanie

Benoît Bourtembourg
Pierre-Yves Gillet

